

Nature de l'acte : 6.1

N° AP 275 12 2024

Mis en ligne le 09.11.2025

Transmis le 13.11.2024

## ARRÊTÉ DE FERMETURE DE L'HÔTEL REINE DE FRANCE BÂTIMENT PRINCIPAL

Le Maire de la ville de Lourdes,

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-18, L. 2212-1, L. 2212-2 ;

**Vu** le Code de la construction et de l'habitation, notamment les articles R 143-1 à R 184-5 ;

**Vu** le Code de l'urbanisme, notamment l'article R. 421-17 ;

**Vu** le Code de justice administrative, notamment l'article R. 421-1 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

**Vu** le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

**Vu** l'arrêté préfectoral N° 65-2024-08-27-00002 en date du 27 août 2024 relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité, à ses sous-commissions spécialisées, aux commissions d'arrondissement et aux commissions communales ;

**Vu** la déclaration préalable n° DP0652862400139 en date du 08 octobre 2024 relative au changement de destination d'un hôtel en appartements déposée par Monsieur Philippe CABARRY - LP2H Lourdes Pyrénées Hôtel Holding concernant l'ancien hôtel Reine de France bâtiment principal sis 5/7 rue de la fontaine Lourdes ;

**Considérant** qu'il n'est pas fait opposition à la présente déclaration préalable.

**Considérant** que l'hôtel Reine de France, bâtiment principal, sis 5/7 rue de la fontaine à Lourdes n'accueillera plus de public.

### ARRÊTE

#### Article 1

L'établissement Hôtel Reine de France bâtiment principal (dossier n° 286-0456), bâtiment de type O, N de 5<sup>e</sup> catégorie, sis 5/7 rue de la fontaine à Lourdes, est fermé au public.

#### Article 2

La réouverture des locaux au public ne pourra intervenir qu'après une visite de la commission de sécurité et une autorisation délivrée par arrêté municipal conformément à l'article R. 143-38 du Code de la construction et de l'habitation.

**Article 3**

Conformément à l'article R. 421-17 du Code de l'urbanisme, tout changement de destination du bâtiment doit être précédé d'une déclaration préalable ou d'un permis de construire auprès du service urbanisme opérationnel de la Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées Pôle Sud.

**Article 4**

Conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Lourdes, le 13/12/2024

Par délégation du Maire,



Le Conseiller municipal délégué,  
Firmin LOZANO

Notifié le .. 21/12/2024 ..
<input checked="" type="checkbox"/> Par courrier recommandé envoyé le .. 17/12/2024 ..
<input type="checkbox"/> Par remise en main propre
<input type="checkbox"/> Par mail envoyé le ..
Je soussigné(e) ..
Signature : ..
Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de PAU Cours Lyautey - 64000 PAU dans un délai de deux mois.